

<http://www.ujfp.org/spip.php?article3825>



63 députés européens pour la suspension du traité UE-Israël

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : samedi 31 janvier 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

27 JANVIER 2015

Un groupe de 63 députés européens influents a interpellé Federica Mogherini, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, pour la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël qui est le principal traité entre l'UE et Israël.

Par cette initiative transpartidaire unique, c'est la première fois qu'autant de députés européens se prononcent pour des mesures aussi sévères contre Israël depuis le massacre de plus de 2 300 Palestiniens l'été dernier à Gaza.

« Amnesty International et des organisations palestiniennes ont établi qu'Israël a délibérément ciblé des civils et commis d'autres crimes de guerre lors de son récent assaut contre des Palestiniens à Gaza. Il s'agit de violations graves du droit international et du droit international humanitaire qui ne peuvent être tolérées » ont déclaré les députés des 5 plus grands partis du Parlement européen.

« Nous appelons la Commission à considérer la suspension de l'Accord d'Association avec Israël, sauf si Israël prend des mesures immédiates et substantielles pour se conduire en accord avec le droit international » : c'est ce qu'exigent les députés européens.

La lettre fait écho à un appel de novembre émanant de plus de 300 groupes de droits humains, syndicats et partis politiques de toute l'Europe, qui ont écrit à Mogherini pour exiger la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël.

L'Accord d'Association UE-Israël, qui a pris effet en 2000, facilite grandement le libre-échange entre l'UE et Israël et permet à Israël de participer à toute une série de programmes de l'Union.

« De plus, le manque d'action significative de l'UE vis-à-vis d'Israël est sans commune mesure avec la vitesse à laquelle elle a appliqué des restrictions sur la Russie en lien avec la crise en Ukraine ces derniers mois, de même que les mesures restrictives mises en oeuvre à l'égard de plus de 30 pays », ajoute la lettre.

L'UE a exprimé les critiques les plus vives qu'elle ait jamais faites sur Israël depuis la dernière attaque de Gaza, mais il lui reste à prendre des mesures substantielles pour lui faire rendre des comptes, sachant néanmoins qu'à l'heure actuelle, l'UE ne souhaite absolument pas élever le niveau de ses relations avec Israël.

En Juin 2013, l'UE a annoncé l'arrêt d'attribution de ses fonds aux colonies israéliennes illégales et en 2014 elle a coordonné une déclaration d'États membres avertissant les entreprises des risques juridiques et politiques attachés au fait d'avoir des activités économiques dans les colonies israéliennes illégales.

Les militants disent que ces avancées sont bienvenues mais que des avancées plus sérieuses sont nécessaires, telles une interdiction de toute relation économique avec les colonies israéliennes illégales et une interdiction des exportations d'armes vers Israël, afin de faire réellement pression sur Israël pour qu'il se plie au droit international.

En septembre dernier, les organisations de la société civile palestinienne ont écrit à Catherine Ashton, l'ex-Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, pour exiger la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël,

avec pour argument que « les crimes de guerre d'Israël et son sabotage de chaque effort pour arriver à une paix juste sur la base des résolutions de l'ONU doivent avoir des suites substantielles et non seulement cosmétiques ».

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

[Article originel sur le site de ECCP](#)